



Santé  
Canada Health  
Canada

# Connaissance du système de réglementation des pesticides du Canada et confiance à l'égard de celui-ci

## Rapport exécutif

Préparé pour Santé Canada

**Fournisseur : Ipsos**

**Numéro de contrat : CW2250775**

**Valeur du contrat : 124 645,78 \$ (TVH incluse)**

**Date d'attribution : 11 novembre 2022**

**Date de livraison : 14 juillet 2023**

**Numéro d'enregistrement : POR 088-22**

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Santé Canada à l'adresse : [hc.cpab.por-rop.dgcap.sc@canada.ca](mailto:hc.cpab.por-rop.dgcap.sc@canada.ca)

**This report is also available in English.**

## ÉNONCÉ DE NEUTRALITÉ POLITIQUE

Je certifie par la présente, en tant que représentant d'Ipsos, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada décrites dans la politique sur les communications et l'image de marque du gouvernement du Canada ainsi que la directive sur la gestion des communications. Plus précisément, les produits livrables n'incluent pas de renseignements concernant les intentions électorales, les préférences en matière de partis politiques, le classement des partis auprès de l'électorat ou les indices de performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge, président  
Affaires publiques Ipsos  
Signé le 20/03/23

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'un sondage mené en ligne et de groupes de discussions dirigés par les Affaires publiques Ipsos pour le compte de Santé Canada. L'étude de recherche a été menée auprès de 2206 Canadiens participant à l'enquête et de 52 participants aux groupes de discussion, de la mi-janvier à mars 2023.

This publication is also available in English under the title: Awareness and Confidence in Canada's Pesticide Regulatory System.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Pour ce faire, il faut d'abord obtenir une autorisation écrite de la part de Santé Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Santé Canada à l'adresse : HC.cpab.por-rop.dgcap.SC@canada.ca.

**Numéro de catalogue :**

H114-39/2023F-PDF

**Numéro international normalisé du livre (ISBN) :** 978-0-660-49794-5

**Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 088-22) :** CAT# H114-39/2023E-PDF; ISBN# 978-0-660-49788-4

# Sommaire

## Introduction et contexte

L'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (l'ARLA ou l'Agence) est la direction générale de Santé Canada responsable de la réglementation des pesticides en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires (LPA). Le mandat principal de l'Agence est de prévenir les risques inacceptables pour les Canadiens et l'environnement, y compris la faune, découlant de l'utilisation de ces produits.

L'ARLA travaille avec diligence pour prendre et mettre en œuvre des décisions qui protègent la santé et l'environnement des Canadiens. L'Agence reconnaît qu'un effort continu, plus délibéré et soutenu vers un engagement proactif, ouvert et transparent envers les Canadiens contribuera à accroître la compréhension et la confiance par rapport au travail effectué par l'ARLA. De ce fait, l'ARLA renforcera la conformité aux exigences de la LPA et l'efficacité générale des efforts qu'elle déploie pour protéger la santé et l'environnement des Canadiens.

Au cours des six dernières années, l'ARLA a pris des mesures en vue de renforcer la protection de la santé humaine et de l'environnement, y compris la faune, ainsi que pour renforcer la confiance du public envers le travail effectué par l'ARLA. En 2022, l'ARLA a lancé la troisième vague d'un programme de recherche concernant l'opinion publique visant à évaluer l'opinion publique actuelle par rapport aux résultats de recherche antérieurs et, lorsque cela est possible et approprié, à soutenir les initiatives principales dans le cadre du programme de transformation de l'ARLA annoncé en 2021.

## Objectifs de la recherche

L'objectif principal de cette recherche est de mesurer la sensibilisation et la confiance des Canadiens envers le système de réglementation des pesticides du Canada. Plus précisément, les objectifs de recherche sont les suivants :

### Recherche quantitative

- Mesurer le niveau de connaissance et de confiance des Canadiens à l'égard du système de réglementation des pesticides;
- Évaluer les opinions des Canadiens concernant l'ouverture et la transparence du système de réglementation des pesticides ainsi que la rapidité de la prise de décisions;
- Évaluer les connaissances et les opinions des Canadiens au sujet des pesticides en général;
- Déterminer les habitudes actuelles des Canadiens relativement à la recherche d'information sur les pesticides;
- Mesurer les changements par rapport aux résultats de l'enquête de 2019, si possible.

### Recherche qualitative

La recherche qualitative a été conçue pour fournir une compréhension plus approfondie des éléments suivants :

- Le niveau de connaissance et de confiance des Canadiens à l'égard du système de réglementation des pesticides;
- Les réactions à une infographie sur les limites maximales de résidus (LMR) et aux renseignements concernant l'augmentation des LMR aux fins d'importation de denrées alimentaires;
- Les réactions à la nouvelle page Web du registre public;

- Les perspectives par rapport aux efforts de l'ARLA pour élargir les sources d'aide à la prise de décisions en matière de pesticides.

## Présentation de la méthode

La recherche a été menée en deux phases.

Le **volet quantitatif** de la recherche a été réalisé sous forme d'un sondage en ligne de 20 minutes auprès d'un échantillon national de 2 206 Canadiens âgés de 18 ans et plus, y compris un échantillon de 200 personnes qui s'identifient comme étant Autochtones du Canada. Le sondage a été mené à l'aide de ressources basées sur un groupe d'experts du partenaire d'Ipsos, Canadian Viewpoint Inc., pour la collecte de données. Il consistait en une série de questions fermées et ouvertes conçues en collaboration avec Santé Canada. Un test préalable en ligne a été effectué et comprenait dix entrevues réalisées en anglais et dix en français. Le travail de terrain du sondage a eu lieu entre le 17 janvier 2023 et le 2 février 2023. Les données finales du sondage ont été pondérées par région, sexe et âge pour refléter les données du recensement de 2021.

Le **volet qualitatif** de cette recherche a été réalisé en formant six (6) groupes de discussion en ligne composés de membres de la population générale. La conception qualitative était de portée nationale et produite dans les deux langues officielles. Des efforts supplémentaires ont été déployés pour inclure les voix des Autochtones du Canada. Au total, 52 participants ont pris part à la recherche entre le 15 février et le 9 mars 2023. Les principaux résultats de la phase quantitative ont servi de base au guide de discussion qualitative. Il convient de noter que les résultats qualitatifs visent à révéler une gamme diversifiée d'opinions et d'interprétations. Ceux-ci ne doivent pas être extrapolés à l'ensemble de la population, car il est impossible de le faire d'un point de vue statistique.

## Mesures incitatives/honoraires

En ce qui concerne le sondage quantitatif, les répondants ont été incités à y répondre dans le cadre de leur participation au groupe d'experts. Les mesures incitatives étaient directement proportionnelles à la durée du sondage et conformes aux mesures incitatives comparables offertes par d'autres sources de groupes d'experts en ligne.

Pour favoriser une pleine participation, Ipsos a remis 125,00 \$ CA aux personnes qui ont assisté aux groupes de discussion qualitatifs. Les participants qui ont déclaré faire partie des Autochtones du Canada ont reçu un montant incitatif plus élevé de 175,00 \$ CA, car leur incidence au sein de la population est plus faible et, ils sont donc plus difficiles à recruter pour la recherche.

## Le rapport

Le présent rapport contient les résultats du sondage quantitatif en ligne et des séances des groupes de discussion qualitatifs.

Les données quantitatives ont fait l'objet d'une pondération par rapport aux données démographiques canadiennes relativement à la région, au sexe et à l'âge. Toutes les enquêtes par sondage et tous les sondages peuvent être assujettis à d'autres sources d'erreur, notamment des erreurs de couverture et de mesure. Comme les chiffres sont arrondis, leur somme ne donne pas toujours 100.

# Sommaire des principales conclusions

## Sensibilisation et impressions

Les pesticides sont un sujet dont les Canadiens n'entendent pas souvent parler. Seuls 21 % d'entre eux ont déclaré avoir entendu, lu ou vu quelque chose (beaucoup ou un peu) à propos des pesticides au cours des trois mois précédents. Dans la recherche qualitative, il n'y avait que quelques mentions d'une poursuite contre un fabricant de pesticides, bien que celle-ci ait eu lieu à l'extérieur du Canada. Toutefois, de plus en plus, les jeunes Canadiens prêtent attention aux renseignements et à la couverture médiatique concernant les pesticides. Par rapport à 2019, la proportion de Canadiens âgés de 18 à 34 ans qui se souviennent avoir entendu, lu ou vu des renseignements concernant les pesticides a considérablement augmenté, passant de 22 % à 34 %. En outre, par rapport à il y a quatre ans, beaucoup plus de répondants âgés de 18 à 34 ans ont indiqué qu'ils se sentaient bien informés au sujet des pesticides et des produits antiparasitaires (27 % à 41 %).

De nombreux Canadiens continuent d'associer des opinions négatives aux pesticides. En fait, lorsqu'on leur a demandé à quoi ils associaient les pesticides, les Canadiens étaient presque deux fois plus susceptibles de souligner les aspects négatifs des pesticides, par exemple, en les déclarant « mauvais pour les gens » et « mauvais pour l'environnement », plutôt que de mentionner leurs aspects positifs, comme « lutte contre les organismes nuisibles et les mauvaises herbes » et « protègent les cultures ». Les associations spontanées au sein des participants du volet qualitatif avaient également tendance à être négatives. Par rapport à 2019, plus de Canadiens ont associé les pesticides à « nuisibles à l'environnement, aux animaux et aux insectes ».

## Perceptions et usage personnel

La compréhension que les pesticides sont « nécessaires et servent à quelque chose » a trouvé un écho chez certains (53 %). Cette position modérée vis-à-vis de l'objectif des pesticides classiques est susceptible d'être motivée par la préférence des répondants envers d'autres options artisanales ou naturelles par rapport à l'utilisation d'un pesticide homologué (68 %) dans le sondage. La même tendance a été observée chez les participants lors des discussions dans les groupes de discussions qualitatives.

Néanmoins, les pesticides continuent d'être principalement perçus sous un jour négatif. Conformément à cette perspective, la recherche a révélé que de nombreux Canadiens croient que les pesticides ne peuvent pas être utilisés en toute sécurité, même lorsque les instructions sont respectées (62 %), et ils ne sont pas vraiment certains de pouvoir personnellement utiliser les pesticides en toute sécurité (51 %). Ces chiffres sont demeurés en grande partie inchangés depuis 2019. La recherche qualitative a révélé qu'une grande partie des préoccupations concernaient, avant tout, les effets inconnus à long terme de l'utilisation des pesticides sur la santé humaine, bien que les participants aient également rapidement souligné les effets négatifs potentiels sur l'environnement. Cela dit, il importe de noter que lors des discussions qualitatives, mises à part les connotations généralement négatives associées aux pesticides, il était évident que plusieurs participants n'avaient pas réfléchi aux pesticides de manière approfondie. En général, les participants avaient tendance à supposer que les produits offerts sur le marché avaient été testés de manière appropriée et que leur utilisation était par conséquent sans danger.

Les préoccupations relatives à la sécurité des pesticides découragent probablement leur utilisation. Même si l'on a constaté une amélioration de l'acceptation de l'utilisation des pesticides dans les espaces publics, autour des étables et dans les aliments importés ou exportés, ces pourcentages restent faibles (entre 44 % pour les aliments importés et 49 %

pour l'intérieur des étables et aux alentours de celles-ci). Seules quatre personnes sur dix ont convenu que l'utilisation de pesticides dans les écoles et autres bâtiments publics est acceptable (42 %). Lorsque ce sujet a été abordé de manière plus approfondie lors des discussions qualitatives, il n'est pas surprenant de noter que les participants aient exprimé leur inquiétude quant aux effets potentiels sur les enfants et les animaux domestiques, ainsi qu'envers un manque de contrôle perçu de la situation.

Malgré les inquiétudes et les insécurités associées à l'utilisation de pesticides, plus de Canadiens ont déclaré utiliser fréquemment des pesticides qu'il y a quatre ans (29 % par rapport à 26 %). Cela était évident dans le cadre de la recherche qualitative, plusieurs participants ayant déclaré qu'ils avaient recours aux pesticides en cas de besoin. Le cas le plus courant était l'utilisation d'insectifuges et de produits chimiques pour la piscine pendant les mois estivaux. Cela souligne l'importance de continuer à offrir de l'information concernant la promotion de l'utilisation sécuritaire des pesticides.

Les perceptions relatives à l'utilisation sécuritaire de certains types de pesticides (p. ex., les dispositifs de contrôle, comme les lampes anti-insectes et les pièges à souris, les herbicides, les insecticides, les rodenticides, les fongicides et les agents de conservation des matériaux et du bois) se sont améliorées, bien que celles concernant les rodenticides soient toujours moins bonnes que celles envers les autres produits. Plus de répondants croient que les insectifuges personnels peuvent être utilisés en toute sécurité par rapport aux produits répulsifs pour animaux destinés à repousser les animaux sauvages nuisibles. En fait, le pourcentage de répondants qui conviennent que les produits répulsifs pour animaux peuvent être utilisés en toute sécurité a diminué depuis 2016.

Le sondage a révélé que les Canadiens ont de plus en plus tendance à préférer les options naturelles. Beaucoup plus de jeunes Canadiens de 18 à 34 ans (60 % par rapport à 53 % en 2019) ainsi que d'adultes de 35 à 54 ans ont déclaré qu'à leur avis, il existe des options naturelles de remplacement des pesticides qui sont aussi efficaces que les pesticides classiques (59 % par rapport à 52 % en 2019). Cela s'est reflété dans la recherche qualitative. De nombreux participants ont exprimé une préférence pour les options naturelles ou les produits biologiques, lorsqu'il est possible d'en utiliser.

## **Sources de connaissances et d'information**

Les Canadiens deviennent peu à peu mieux renseignés au sujet des pesticides, bien qu'il reste encore du travail à faire. Seulement 20 % des Canadiens ont déclaré se sentir particulièrement bien informés à propos des pesticides en général, tandis que seulement quatre sur dix ont déclaré se sentir suffisamment bien informés au sujet des pesticides et de la lutte antiparasitaire. En fait, ils ont indiqué qu'ils recherchent davantage qu'avant des renseignements concernant les pesticides auprès de diverses sources et ils ont de plus en plus recours à des sources sur Internet (47 %).

Le modèle de recherche sur Internet montre que les Canadiens ne savent peut-être pas très bien où chercher des informations sur les pesticides, car ils ont principalement effectué des recherches sur Google (70 %) à ce sujet. La pénétration croissante de YouTube et des blogues, bien qu'ils ne figurent pas parmi les premiers choix en tant que source d'information sur les pesticides, a presque doublé depuis 2019, ce qui contribue également à la perception selon laquelle les Canadiens explorent diverses sources d'information. Dans la recherche qualitative, les participants ont également souligné l'importance d'inclure des informations pertinentes sur les étiquettes des produits eux-mêmes pour leur permettre de faire des choix éclairés et de prendre les mesures nécessaires pour se protéger.

Les sites Web de Santé Canada et du gouvernement du Canada figurent au second niveau des outils de recherche utilisés pour effectuer des recherches en matière de pesticides. Pourtant, après avoir connu une popularité croissante de 2016 à

2019, l'utilisation de ces sites Web a augmenté en 2023 (30 % et 24 % respectivement). Néanmoins, lorsqu'ils ont été interrogés, les Canadiens se sont montrés disposés à chercher des renseignements sur les sites Web du gouvernement du Canada et de Santé Canada, car bon nombre d'entre eux (64 % et 72 % respectivement) ont déclaré que s'ils en avaient la possibilité, ils consulteraient probablement ces sites Web pour obtenir des renseignements concernant les pesticides.

L'aspect sécuritaire et les effets néfastes potentiels des pesticides étaient les principaux éléments d'information que les Canadiens recherchaient lorsqu'ils effectuaient des recherches sur les pesticides. Les sujets les plus populaires des recherches en ligne sur les pesticides sont la santé, la sécurité alimentaire, l'utilisation sûre des pesticides et les impacts environnementaux. Lors de la recherche qualitative, les participants ont souligné l'importance d'inclure des renseignements pertinents sur les étiquettes des produits pour leur permettre de faire des choix éclairés et de prendre les mesures nécessaires pour se protéger.

Lorsqu'il s'agit d'évaluer les risques des pesticides, les Canadiens recherchent principalement l'avis des spécialistes de la santé, et, naturellement, celui des agriculteurs, étant donné qu'ils sont les premiers groupes associés à l'utilisation des pesticides, ce qui est susceptible de leur conférer un niveau d'expertise. Les scientifiques de Santé Canada, les médecins et la Société canadienne du cancer sont considérés comme les sources les plus crédibles (par plus des deux tiers des Canadiens), suivis de près par le Collège royal des médecins et chirurgiens, les professeurs d'université et les agriculteurs (par environ six Canadiens sur dix).

## **Compréhension du système de réglementation**

Au cours des quatre dernières années, la réalisation du fait que Santé Canada a un rôle à jouer dans l'évaluation de l'aspect sécuritaire des pesticides a considérablement augmenté. Près de quatre Canadiens sur dix (38 %) ont indiqué savoir que Santé Canada est responsable de l'évaluation de l'aspect sécuritaire des pesticides (hausse de huit points par rapport à 30 % en 2019).

L'amélioration de la sensibilisation au rôle de Santé Canada dans la réglementation des pesticides offre l'occasion de répondre à certaines des préoccupations de la population concernant l'aspect sécuritaire des pesticides, car les problèmes de santé et les dommages causés aux humains sont l'une des principales idées négatives que les Canadiens associent aux pesticides. La recherche qualitative a révélé que Santé Canada est bien placé pour entreprendre cette tâche : de nombreux participants aux groupes de discussion ont indiqué que Santé Canada était l'organisme auquel ils feraient confiance pour réglementer l'utilisation des pesticides étant donné la mission du ministère d'assurer la santé de la population. À cet effet, les participants s'attendaient à ce que Santé Canada consulte des sources diversifiées dans le cadre de son processus décisionnel et inclue l'expertise des organismes de protection de l'environnement et du secteur agricole.

De nombreux Canadiens continuent de croire que les gouvernements provinciaux et municipaux ont une part de responsabilité dans la réglementation des pesticides. Bien que cela soit exact, les provinces et les municipalités ne sont pas responsables de l'évaluation et de la réglementation des pesticides avant qu'ils ne puissent être vendus ou utilisés au Canada. Les provinces et les municipalités peuvent restreindre l'utilisation de certains pesticides homologués sur les propriétés publiques et privées, mais elles ne peuvent prendre aucune mesure qui protège moins la santé et l'environnement que celles déterminées par Santé Canada. Alors que les deux tiers des Canadiens (65 %) ont correctement attribué les responsabilités de réglementer des pesticides au gouvernement fédéral, un pourcentage



important les a plutôt attribuées au gouvernement provincial (36 %, hausse de deux points de pourcentage) ou au gouvernement municipal (22 %, hausse de cinq points de pourcentage).

## **Confiance envers Santé Canada (ARLA) pour réglementer les pesticides**

Au cours des quatre dernières années, l'opinion publique selon laquelle Santé Canada réglemente efficacement l'utilisation des pesticides a augmenté, en particulier chez les jeunes Canadiens. La confiance envers Santé Canada pour protéger les aliments et l'eau potable des résidus de pesticides a considérablement augmenté (hausse de sept points de pourcentage par rapport à 2019). Six Canadiens sur dix ont déclaré être convaincus que Santé Canada a mis en place des processus adéquats pour protéger le public, une hausse importante par rapport à 53 %. Davantage de Canadiens qu'auparavant conviennent maintenant que Santé Canada tient compte de la science moderne au moment de prendre ses décisions en matière de pesticides (60 % par rapport à 52 % en 2019).

Fait intéressant, la confiance du public a augmenté malgré le fait que la majorité ignore si l'ARLA mène ses propres recherches pour tester les produits afin de vérifier leur efficacité dans la lutte contre les organismes nuisibles, ou même si les produits sont contaminés. Le plus souvent, le public croit que l'ARLA examine les données relatives aux ingrédients des produits pour s'assurer qu'elles correspondent bien à ce qui est énoncé, que les produits comportent des mises en garde adéquates à propos des risques et que les produits et leur mode de fabrication respectent les normes sanitaires et environnementales. Cela indique qu'il y a encore du travail à faire pour mieux faire connaître au public les types de tâches que l'ARLA entreprend pour réglementer la disponibilité et l'utilisation sécuritaire des pesticides. La recherche qualitative a révélé que l'information concernant le travail de l'ARLA produisait des effets mitigés. D'une part, il était rassurant de connaître l'existence de l'Agence, mais de l'autre, les participants étaient alarmés d'apprendre que le cycle de réévaluation des produits était de quinze ans. L'opinion générale était favorable à un suivi plus régulier.

Les jeunes sont de plus en plus intéressés par les consultations publiques à ce sujet. La conscience du fait que Santé Canada consulte le public à propos des décisions réglementaires concernant les pesticides a presque doublé, passant de 12 % à 22 % au cours des quatre dernières années. La plus forte augmentation provenait des jeunes Canadiens âgés de 18 à 34 ans, 34 % d'entre eux ayant déclaré être au courant. Bien qu'il s'agisse d'une importante amélioration, il reste encore beaucoup à faire pour accroître le niveau d'intérêt du public envers le processus de prise de décisions. Ceux qui ont participé ont trouvé le processus facile et clair. On peut donc espérer que l'ARLA sera en mesure d'inciter davantage de Canadiens à participer au processus. Une prochaine étape utile serait de préciser qu'il n'est pas essentiel de comprendre les aspects scientifiques des pesticides pour participer.

Par rapport aux autres participants au sondage, ceux qui déclarent être des Autochtones du Canada ont moins confiance en Santé Canada pour effectuer un bon travail de protection de la santé humaine contre les risques liés aux pesticides (59 % par rapport à 67 %) ainsi que de protection de l'environnement (sol, eau, air, faune et animaux domestiques) (56 % par rapport à 62 %). Les Autochtones du Canada qui ont participé au sondage souhaitent en savoir plus à propos des effets des pesticides sur la santé humaine et sur l'environnement (68 % et 67 % respectivement), tandis que ceux qui ne s'identifient pas comme étant Autochtones du Canada ont tendance à s'intéresser davantage aux effets sur la santé humaine (64 % par rapport à 55 % pour les impacts sur l'environnement).

## **Programme de transformation**

Dans le cadre du volet qualitatif de cette recherche, les points de vue des participants à propos de divers objectifs et initiatives en matière de transparence associés au programme de transformation ont été examinés.

La recherche a révélé que la convivialité du site Web mis à jour du registre public présente des possibilités d'améliorations. Bien que l'exhaustivité du registre ait été appréciée, les participants ont eu des difficultés associées à la fonctionnalité du site Web et simplifier le langage utilisé dans l'ensemble du site et dans la structure des outils de recherche peuvent être des pistes d'amélioration.

L'utilisation d'une infographie pour présenter des renseignements concernant les limites maximales de résidus (LMR) a été bien accueillie. Toutefois, la recherche a révélé que les participants éprouvent des difficultés à comprendre le graphique à barres utilisé pour expliquer comment les LMR sont déterminées.

De manière générale, les participants ont accueilli favorablement le nouveau Comité consultatif scientifique sur les produits antiparasitaires, dont le rôle est de fournir des avis et des conseils scientifiques indépendants afin d'appuyer la prise de décisions en matière de pesticides. Le Comité a été perçu comme étant la réponse à la demande plus large lancée à Santé Canada de procéder à de vastes consultations et de s'appuyer sur les données scientifiques les plus récentes.

Enfin, les participants ont réagi positivement à l'annonce de l'expansion de l'utilisation des données du monde réel dans le cadre du processus de prise de décisions réglementaires. Il convient de faire preuve de prudence en annonçant cela comme un nouveau processus, étant donné que les participants s'attendaient à ce que cette mesure soit déjà en place.